



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFECTURE DU GARD

Sous-préfecture d'Alès
Pôle développement durable

ARRETE PREFECTORAL N° 2010-01 du 12 Janvier 2010

mettant en demeure, en application de l'article L. 514-1 du code de l'environnement,
la société **ALUMETALI S.A – VALIKA**, de se conformer aux règlements en vigueur
pour l'exploitation de ses installations de stockage, de récupération et de tri de métaux ferreux
et non ferreux, situées à **ALES**.

LE PREFET DU GARD,
Chevalier de la légion d'honneur,

VU le titre 1^{er} du livre V du code de l'environnement, relatif aux installations classées pour la protection
de l'environnement, article L 514-1 ;

VU le titre IV du livre V du code de l'environnement relatif à l'élimination des déchets et à la
récupération des matériaux ;

VU le livre V de la partie réglementaire du code de l'environnement ;

VU l'arrêté préfectoral n° 95-041 du 5 octobre 1995 par lequel la société ALUMETALI S.A. dont le
siège est sis 149, avenue du Golf à 34670 BAILLARGUES, a été autorisée à poursuivre
l'exploitation d'un atelier de tri de métaux ferreux et non ferreux dénommé établissement
secondaire "VALIKA", 212, rue Francis de Pressencé à 30100 Alès ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2009-HB-117 du 4 janvier 2010 donnant délégation de signature à M.
Philippe PORTAL, sous-préfet d'Alès ;

VU la visite de l'inspection des installations classées en date du 30 octobre 2009 ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées en date du 10 décembre 2009 ;

CONSIDERANT que les manquements constatés sont de nature à porter préjudice aux intérêts
mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

CONSIDERANT que les installations doivent être conformes aux dispositions réglementaires
applicables ;

CONSIDERANT que, devant cette situation et suivant les prescriptions de l'article L.514-1 du code de
l'environnement, la société ALUMETALI S.A VALIKA doit être mise en demeure de satisfaire aux
conditions édictées par les règlements en vigueur ;

Sur proposition de M. le sous-préfet d'Alès ;

ARRETE

ARTICLE 1. OBJET DE L'ARRETE

La société **ALUMETALI S.A.**, dont le siège est sis 149, avenue du Golf à 34670 BAILLARGUES, est mise en demeure, pour le fonctionnement de ses installations implantées à **ALES** de se conformer aux dispositions des articles ci-après de l'arrêté préfectoral n° 95-041 du 5 octobre 1995.

Article	Titre de l'article	Prescriptions
Article 2.4	Contrôles- Surveillance Ces prescriptions s'appliquent également à : L'article.2.11 - Registre d'exploitation	<u>L'exploitant a l'obligation de tenir, sur place, à la disposition de l'inspecteur des installations classées, le matériel et le personnel compétent nécessaires au bon déroulement de sa mission, ainsi que les documents où figurent les renseignements relatifs à la configuration des installations, à leur environnement, à leur fonctionnement et aux incidents observés ou enregistrés.</u>
Article 2.7.2	Aire située devant l'atelier	<u>Cette aire est interdite au stockage de résidus métalliques.</u> Elle peut être utilisée pour entreposer des bennes vides sous réserve d'une part, qu'elles ne gênent pas ni l'accès et la manœuvre de véhicules de secours éventuels, ni la libre circulation sur le chemin de desserte de la zone industrielle, d'autre part qu'elles ne présentent aucun danger ou inconvénient pour le public, ni l'environnement. L'activité sur cette aire ne doit pas être à l'origine d'entraînement de boue ou d'émission de poussières. Les abords seront maintenus en bon état de propreté.
Article 4.2	Prévention de la pollution accidentelle des eaux.	Toutes dispositions sont prises pour éviter tout déversement susceptible d'être à l'origine d'une pollution des eaux Notamment, les matériaux utilisés pour la construction des appareils susceptibles de contenir ou de transporter (canalisations) des effluents liquides et des boues, sont résistants à l'action des effluents. Ces dispositifs sont maintenus étanches et régulièrement contrôlés. Le sol des endroits où sont stockés, dépotés ou manipulés des produits susceptibles d'être à l'origine d'une pollution doivent être aménagés de façon à former une rétention. <u>Le volume utile des capacités de rétention associé aux stockages de produits inflammables, dangereux ou insalubres doit être au moins égal à la plus grande des deux valeurs :</u> <u>-100 % de la capacité du plus grand réservoir associé ;</u> <u>- 50 % de la capacité globale des réservoirs associés.</u> Les cuvettes de rétention doivent être étanches et munies d'un dispositif de vidange, celui-ci sera incombustible (MO), étanche en position fermée et commandé de l'extérieur de la cuvette. Les murs des cuvettes doivent présenter une stabilité au feu de degré 4 heures et résister à la poussée des produits éventuellement épanchés

Art.7.1-	Art.7.1- Principes généraux.	<p>Tous les déchets seront traités et éliminés dans des installations régulièrement autorisées, à cet effet au titre de la législation des installations classées.</p> <p>L'exploitant devra s'en assurer et pouvoir en justifier à tout moment.</p> <p>Ces prescriptions concernent tous les déchets autres que les déchets industriels banals et les déchets assimilables aux ordures ménagères, qu'ils soient solides, liquides, pâteux, pulvérulents, et éventuellement les objets les ayant contenu ou en étant imprégnés.</p> <p>L'exploitant s'efforcera :</p> <ul style="list-style-type: none"> - de limiter la quantité et la toxicité des déchets produits ; - de trier, recycler, valoriser ce qui est possible de l'être ; - de traiter ou prétraiter les déchets en vue de leur détoxification, leur destruction ou leur stockage ; - de s'assurer du stockage des déchets ultimes dans les meilleures conditions possibles pour l'environnement. <p>Les huiles usagées seront collectées, stockées et enlevées par un ramasseur agréé ou mises, par l'exploitant, à disposition d'un éliminateur agréé conformément aux dispositions du décret n° 79-981 du 21 novembre 1979 modifié.</p> <p>Les bulletins de prise en charge des déchets par un ramasseur ou un éliminateur agréé seront conservés pendant au moins deux années</p>
Article 9.3	Règles d'exploitation	<p>Les voies d'accès tant à l'extérieur qu'à l'intérieur de l'établissement, clairement matérialisées, seront constamment maintenues dégagées.</p>

ARTICLE 2. ECHEANCIER.

Les dispositions de l'article 1 doivent être observées dans les délais, ci-après, à compter de la date de la signature du présent arrêté :

Référence réglementaire	Délais
2.4 - 2.7.2 - 4.2 - 7.1 - 9.3	3 mois

ARTICLE 3. JUSTIFICATIFS DE CONFORMITE

L'exploitant devra justifier, sous un délai de trois mois, des actions correctives mises en place pour respecter les prescriptions des articles 1 et 2 du présent arrêté.

ARTICLE 4. SANCTIONS ADMINISTRATIVES.

Passé le délai fixé à l'article 2 du présent arrêté, les sanctions prévues à l'article L 514-1 du code de l'environnement seront appliquées.

ARTICLE 5. INFORMATIONS DES TIERS.

En vue de l'information des tiers :

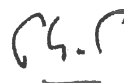
- Une copie du présent arrêté est déposée auprès de la mairie d'Alès et pourra y être consultée.
- Un extrait de cet arrêté, énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, est affiché pendant une durée minimum d'un mois dans cette mairie.

Ce même extrait doit être affiché pendant une durée minimum d'un mois, de façon visible dans l'établissement, par les soins du bénéficiaire.

ARTICLE 6. COPIES

Le sous-préfet d'Alès, le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement, région Languedoc-Roussillon, inspecteur des installations classées et le maire d'Alès sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie est notifiée à l'exploitant.

LE PREFET,
Pour le Préfet, et par délégation,
Le sous préfet,



PHILIPPE PORTAL

Recours : La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative conformément aux dispositions de l'article L 514-6 du titre 1^{er} du livre V du code de l'environnement, relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement.